

MERCREDI, 5 mai 1926.

La séance est ouverte à trois heures.

RENVOI D'UNE PETITION AU COMITE DES ORDRES PERMANENTS

M. POWER propose:

Que la pétition de James McCutcheon Coleman, présentée ce jour, sollicitant une loi pour prolonger la durée de certains brevets dudit James McCutcheon Coleman, et le rapport du préposé aux pétitions, soient renvoyés au comité des ordres permanents, conformément aux prescriptions de l'article 88 du règlement.

Adopté.

DEPOT DE RAPPORTS

Par l'hon. E. M. MACDONALD (ministre de la Défense nationale):

1. Rapport du département de la Défense nationale (en français) pour l'année financière écoulée le 31 mars 1925, concernant la milice et le service aérien.

2. Rapport du département de la Défense nationale (en français) pour l'année financière écoulée le 31 mars 1925, concernant le service naval.

QUESTIONS

(Les questions auxquelles il a été répondu de vive voix sont marquées d'un astérisque.)

TRAFFIC ET PROPRIETES DES CHEMINS DE FER NATIONAUX-CANADIENS

M. PRICE demande:

1. Combien le Gouvernement ou le réseau National-Canadien ont-ils dépensé pour des quais, bâtiments, rails, ou autres propriétés, Portland (Maine), depuis l'acquisition des biens du Grand-Tronc, afin d'établir un port mieux aménagé pour l'importation et l'exportation?

2. Combien de tonnes de fret ont été importées et exportées par ce port, pour le trafic du réseau canadien, en 1924 et 1925?

3. Quel tonnage, exportations et importations, le National-Canadien a-t-il reçu par le port de Saint-Jean dans les mêmes années?

L'hon. M. DUNNING:

1. \$15,344.24.

2 et 3. Les directeurs jugent qu'il n'est pas dans l'intérêt public de fournir ce renseignement qui pourrait être utile aux concurrents et partant nuire au succès du réseau.

LA LOI DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

M. McCLENAGHAN demande:

1. Le Gouvernement a-t-il reçu une pétition des épouses et veuves des souscripteurs aux fonds de retraite numéros 1 et 2, demandant du secours?

2. Le Gouvernement a-t-il l'intention d'accorder secours par modification de la loi des retraites, et dans ce cas, sous quelle forme?

L'hon. M. ROBB:

1. Oui.

2. Les propositions sont à l'étude.

SERVICE DE NETTOYAGE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. HEAPS demande:

1. Combien d'hommes du service de nettoyage de la Chambre des communes ont subi une diminution de gages de \$3.65 à \$3.50 par jour?

2. Combien d'hommes de ce service ont reçu une augmentation de \$3.00 à \$3.50 par jour?

3. Quels sont les états de service des hommes dont les gages ont été augmentés?

4. Quels sont les états de service des hommes dont les gages ont été diminués?

M. L'ORATEUR:

1. 30.

2. 7.

3. Depuis le 7 janvier 1926.

4. Voir réponse au n° 3.

FABRIQUE DE FUSILS DE CHASSE

M. KAISER demande:

Relativement aux articles 453f et 502d des modifications du tarif douanier du budget soumis le 15 avril 1926, le Gouvernement dira-t-il combien de fabriques de fusils de chasse sont établies au Canada, ainsi que les noms et adresses de chaque compagnie?

L'hon. M. ROBB:

Au meilleur de notre connaissance, il n'y en a pas.

DEMANDES DE DEPOT DE DOCUMENTS ACCORDEES SANS DEBAT

CHEMIN DE FER VERMONT-CENTRAL

Par M. CAHAN:

Copie du rapport annuel de l'année civile 1925, du Vermont-Central, dont le capital-actions est en grande partie acquis au National-Canadien.

COMMISSION DE PLACEMENT DES SOLDATS

Par M. BROWN:

Copie de la correspondance échangée entre le bureau d'établissement des soldats ou un de ses fonctionnaires ou employés au sujet de terres qu'il a achetées par l'entremise de l'étude Kennedy et Kennedy, aussi, copie des ordres et instructions donnés par le bureau relativement à d'autres transactions avec cette étude.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL

A l'appel de l'Ordre du jour:

M. J. S. WOODSWORTH (Winnipeg-Centre-Nord): Je demande au ministère si, dans le remaniement de la commission du service civil, le Gouvernement a l'intention de mettre en pratique des principes libéraux avoués et choisir au moins un commissaire dans les rangs des fonctionnaires.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Je crois pouvoir assurer mon honorable ami que, dans les nominations, le Gouvernement sera guidé par des principes libéraux; quant à ceux qui seront nommés, on n'est pas encore arrivé à une décision là-dessus. La question est à l'étude.